

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53785

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

augmentation de la dette publique, de contenir la poussée inflationniste. Cette politique permit même de maintenir quelques temps l'illusion d'une stabilité des prix.

Le financement de la guerre proprement dit, objet du deuxième chapitre, entraîna naturellement, en raison des dépenses militaires directes ou indirectes, une très forte augmentation des dépenses publiques. Celles-ci restèrent, même après la guerre, fixées à un niveau bien supérieur à celui de l'avant-guerre, ainsi que le montre la troisième partie de cet ouvrage. Mais le plus intéressant dans le livre de W. A. Boelcke est assurément la tentative qu'annonce son titre même, d'évaluer le coût global des guerres hitlériennes.

Aux 62 milliards de Reichsmarks dépensés pour le réarmement jusqu'à fin août 1939, s'ajoutent environ 614 milliards pour la période des conflits armés proprement dite, et 40 milliards pour les dépenses de guerre à l'étranger. Il fallut donc au moins 716 milliards de Reichsmark pour financer l'ensemble du conflit jusqu'en mai 1945, mais, d'après l'auteur, on peut estimer au moins au même montant les dépenses découlant de la guerre que les Allemands eurent à supporter après 1945 et continuent encore à supporter pour certaines, malgré les mesures monétaires radicales. A titre de comparaison, le bilan est tout aussi terrifiant du côté allié: d'après les chiffres américains, la deuxième guerre mondiale coûta aux Etats-Unis 288 milliards de Dollars, compte non tenu des indemnités aux victimes et des intérêts des emprunts de guerre. Dans sa froide objectivité, faisant volontairement abstraction de l'inchiffrable valeur des souffrances humaines, ce bilan parle de lui-même.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

Josef BECKER, Franz KNIPPING (Ed.), *Power in Europe? Great Britain, France, Italy and Germany in a Postwar World, 1945–1950*, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1986, 583 p.

Au début des années 80, des historiens originaires de quatre pays européens – France, Angleterre, Italie et RFA – ont entamé une réflexion collective sur le thème de la puissance en Europe. Lors du colloque qui se tint au château de Sèvres, en avril 1982, ils définirent un cadre de référence pour l'analyse des «perceptions de la puissance» en 1938, c'est-à-dire à une époque où les Etats qui avaient participé à la conférence de Munich agissaient dans le cadre d'un système multipolaire et se considéraient encore comme des acteurs majeurs sur la scène internationale<sup>1</sup>. Après 1945 ces illusions se sont dissipées, même si la France et l'Angleterre ont continué de revendiquer le statut de grande puissance et ont obtenu un siège permanent au Conseil de Sécurité. L'Italie avait adopté un profil bas sans pour autant renoncer à défendre ses intérêts dans l'espace méditerranéen et en Afrique. Seule l'Allemagne de «l'année zéro» semblait avoir pris conscience de la vanité d'une politique de puissance que les pratiques abusives du nazisme avaient discréditée.

Or, les pays européens ruinés par la guerre avaient besoin de concours extérieurs pour se relever économiquement et, en acceptant l'aide Marshall, ils souscrivirent à des conditions qui restreignaient considérablement leur liberté d'action. Par ailleurs, la rupture de l'alliance de guerre entre les Anglo-Américains et les Soviétiques, et la confrontation Est-Ouest qui s'ensuivit conduisirent à des alignements diplomatiques et militaires qui réduisaient à néant les projets d'une Europe s'affirmant comme une «troisième force». Enfin, la brutalité avec laquelle les pays d'Europe centrale et orientale furent intégrés au «camp socialiste» et la crainte d'une expansion du communisme accélérèrent le processus de constitution de l'alliance atlantique et, en 1950, on était convaincu qu'il n'y avait pas d'alternative à la protection

<sup>1</sup> René GIRAULT, Robert FRANK (Ed.), *La Puissance en Europe 1938–1940*, Paris (Publications de la Sorbonne) 1984. Pour un compte rendu voir FRANCIA 13 (1985) p. 909.

américaine pour faire face à la menace soviétique. N'était-ce pas là un aveu d'impuissance de l'Europe?

Les actes du deuxième colloque d'historiens qui s'est tenu à Augsburg, en avril 1984, couvrent la période de l'après-guerre et mettent l'accent sur l'écart entre les facteurs objectifs qui conditionnent la puissance d'un Etat et la vision qu'en ont ses dirigeants et ses élites. Pour faciliter l'analyse, on a procédé à un découpage qui permet de différencier le point de vue des différents acteurs: Ministres et fonctionnaires des Affaires étrangères, partis politiques, agents économiques, officiers d'Etat-major et experts militaires, services d'information et de propagande, etc... Une trentaine de communications éclairent la manière dont la perception de la puissance a influé sur la politique des Etats européens et sur leur mode d'insertion dans le système bipolaire. Dans son rapport de synthèse, le professeur Bernd-Jürgen WENDT fait le bilan de l'exercice et aborde les questions de méthode, en soulignant les difficultés pour l'historien d'analyser les perceptions collectives et de mesurer l'impact des images sur la conduite de la politique étrangère. Il ne saurait être question de rendre compte dans cette note de l'ensemble des communications présentées au colloque d'Augsbourg, mais seulement d'en dégager les principaux enseignements.

Si les dirigeants français et britanniques étaient conscients en 1945 de l'état d'abaissement de leur pays et ne se faisaient pas d'illusions sur les difficultés économiques auxquelles ils étaient confrontés, ils ne doutaient pas que l'épreuve serait passagère et qu'ils parviendraient à redresser la barre grâce à une exploitation judicieuse des ressources de leurs colonies et à une conduite habile de leur diplomatie. A Londres, Ernest Bevin et ses collaborateurs du Foreign Office étaient d'avis que l'Angleterre ne pouvait renoncer à son rôle mondial, même si elle était obligée de sacrifier partiellement son indépendance pour bénéficier de l'aide Marshall et obtenir des Etats-Unis qu'ils prennent des engagements fermes pour la défense de l'Europe. En 1948, la Grande-Bretagne fut tentée de se rapprocher de l'Europe et Ernest Bevin envisagea même favorablement la participation à une union douanière. Mais ces projets furent abandonnés et en définitive, c'est la solution atlantique qui l'emporta, le Royaume-Uni ayant privilégié les relations avec les Etats-Unis et le Commonwealth au détriment de l'option européenne.

On retiendra surtout de l'étude du cas britannique, que l'absence de mécanismes de planification et de coordination de la politique étrangère dans les années cruciales de l'après-guerre (le Permanent Under Secretary's Committee ne sera créé qu'en 1949) conduiront les décideurs à sous-estimer les possibilités offertes aux entreprises anglaises par le marché européen. Par ailleurs, la perception de la menace communiste conditionnait l'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Italie qui était considérée comme le maillon faible de la chaîne des Etats démocratiques jusqu'à ce que la démocratie-chrétienne y affirme sa prépondérance. Enfin, il semble que l'Allemagne ait inspiré des sentiments mitigés au Foreign Office et que Ernest Bevin n'ait pas été insensible aux préoccupations qu'elle causait à l'allié français au plan de la sécurité.

Après la victoire, le général de Gaulle s'est soucié lui aussi de donner à la France les moyens nécessaires pour lui permettre d'exercer sa pleine souveraineté et de retrouver son rang dans les Conseils internationaux. Son propos ne fut pas toujours bien accueilli par la classe politique et il se heurta notamment à l'hostilité des partis lorsqu'il rappela les exigences de la défense nationale. En tout cas, il était parfaitement conscient des implications économiques de la politique qu'il préconisait et avait mis l'accent sur la modernisation de l'appareil productif. A cet égard, les gouvernements qui lui ont succédé de 1946 à 1950, ont maintenu le cap et ont su tirer profit de l'aide Marshall pour amorcer un processus de croissance qui ne portera tous ses fruits qu'au cours de la décennie suivante. En 1947, la politique punitive vis-à-vis de l'Allemagne avait échoué et le problème de la sécurité face à la menace soviétique ne pouvait être résolu que dans le cadre d'une alliance avec l'Amérique. Pendant cette période, Georges Bidault et Robert Schuman, tous deux issus du Mouvement républicain populaire (MRP), dirigent le Quai d'Orsay et assurent la continuité de la politique étrangère de la France. En

étroite concertation avec Jean Monnet, Robert Schuman misera sur la construction européenne pour asseoir la paix sur des fondations solides et empêcher que le potentiel industriel allemand soit utilisé à des fins hégémoniques.

En Italie, la volonté de réintégrer la communauté des nations après l'intermède fasciste s'exprime clairement dans les déclarations d'intention des nouveaux dirigeants. Tout en faisant preuve de modestie dans leurs démarches et en étant conscients de leurs limites, les Italiens ne cesseront de revendiquer le droit de participer à la construction de l'Europe et d'exercer leurs responsabilités traditionnelles dans l'espace méditerranéen. Toutefois, ils se heurtèrent aux Britanniques à propos de leurs anciennes colonies (incident de Mogadiscio) et subirent des déconvenues lors de la conclusion du traité de paix de 1947 dont les stipulations ne leur étaient guère favorables. Si l'on fait abstraction d'une courte période (3 mois à la fin de 1946) où le portefeuille des Affaires étrangères fut détenu par Pietro Nenni, c'est la démocratie-chrétienne qui a donné le ton au palais Chigi et les deux personnalités qui dominèrent la scène furent Alcide de Gasperi et le Comte Sforza. Si le leader démocrate-chrétien avait opté dès l'origine pour l'alliance avec les Etats-Unis et prôné une orientation résolument occidentale dès le début de la guerre froide, le Comte Sforza, un diplomate de la vieille école, avait une vision globale des affaires internationales. L'Italie a réussi à marquer des points en Méditerranée et a joué la carte européenne tout en veillant à promouvoir ses intérêts nationaux.

En Allemagne, la question essentielle était celle de l'unité nationale et de l'hétérogénéité des politiques suivies par les puissances occupantes. Après le discours du Secrétaire d'Etat, Byrnes, à Stuttgart, en septembre 1946, il était clair que les Etats-Unis étaient résolus à favoriser la création d'une entité ouest-allemande viable économiquement tout en approuvant le processus destiné à créer une administration centrale. Toutefois, l'échec de la conférence des Présidents des Länder à Munich (juin 1947) et les divergences interalliées sur le sort futur de l'Allemagne rendaient la division inévitable. Dans la classe politique allemande, cette éventualité était envisagée sans états d'âme par Konrad Adenauer qui avait choisi l'intégration dans la communauté occidentale et estimait que c'était la voie la plus sûre pour recouvrer la souveraineté et bénéficier de l'égalité des droits. Kurt Schumacher tenait pour le maintien de l'unité et assignait à l'Allemagne une fonction médiatrice dans les relations Est-Ouest, mais les préventions que lui inspirait le communisme ne lui laissèrent pas d'autre alternative que de s'accommoder de la création de la RFA. Quant à Theodor Heuss, le premier Président de la République de Bonn, il se montrait sceptique à l'égard des solutions européennes et, à ses yeux, l'ancrage de la RFA à l'Ouest n'était qu'une étape sur la voie d'une renaissance nationale panallemande. Aujourd'hui, on affirme avec vigueur outre-Rhin, que la question allemande reste ouverte et qu'il ne faut rien négliger pour hâter sa solution, de sorte que les thèses de Theodor Heuss apparaissent rétrospectivement comme l'expression d'une continuité de la nation allemande par delà la division en deux Etats. Quant à l'idée de Mitteleuropa qui suscite un regain d'intérêt en RFA, elle jouissait d'une grande faveur dans les milieux libéraux sous la République de Weimar et, à l'époque, Theodor Heuss ne dissimulait pas son admiration pour l'œuvre de Friedrich Naumann.

Si l'on examine la politique des partis, on s'aperçoit que les sensibilités des militants et les traditions des appareils ont dû s'ajuster à la logique de l'exercice du pouvoir. Ainsi, le parti conservateur britannique pratiquera une opposition constructive par rapport au gouvernement travailliste et n'éprouvera pas trop de difficultés à concilier son attachement à l'Empire et son ralliement à la «Communauté atlantique», dès lors que l'alliance avec les Etats-Unis sera perçue comme une nécessité pour se défendre contre les empiètements de l'URSS. De son côté, le parti travailliste a d'abord rêvé d'une Europe social-démocrate avant de se plier aux réalités de la guerre froide et ses dirigeants ont réussi à neutraliser l'opposition de l'aile gauche pacifiste en invoquant les exigences de la défense de l'Occident et de l'organisation de la sécurité collective. Quant au discours européen des partis britanniques, il avait surtout une valeur instrumentale et tendait à convaincre les Etats-Unis de leurs bonnes intentions en ce qui concerne la gestion rationnelle de l'aide Marshall.

En France, la situation se présentait différemment du fait de l'existence d'un parti communiste puissant qui participera à l'exercice du pouvoir jusqu'en 1947. Au lendemain de la guerre, toutes les formations politiques souscrivaient à une politique de redressement économique et voyaient dans la modernisation du pays la condition du rétablissement de sa « grandeur » (ce vocable était préféré à celui de puissance). Toutefois, des dissensions se firent jour à l'occasion des débats sur la nouvelle constitution et sur les exigences de la défense nationale. Pendant la guerre froide, le PCF s'aligna sur les positions de l'URSS tandis que le thème de la construction de l'Europe mobilisa les énergies des autres partis. Mais chacun en avait une vision différente et l'une des questions controversées était celle des relations de l'Europe en gestation avec les Etats-Unis. Si l'alliance américaine était considérée comme une nécessité, l'Europe que le MRP, voire le RPF appelaient de leurs vœux n'était pas celle dont Valéry disait qu'elle aspirait à être « gouvernée par une commission américaine ».

En Italie, les clivages partisans étaient encore plus nets dans la mesure où la démocratie-chrétienne avait choisi très tôt le camp occidental tandis que le PCI et le PSI avaient fait le pari du maintien de l'alliance de guerre et se refusaient à admettre l'inévitabilité de la bipolarisation du monde. Le PSI avait tenté une ouverture en direction du Labour, sous l'impulsion de Pietro Nenni, mais il fut rebuté et en définitive, il se situa dans la mouvance du PCI après le succès de la démocratie-chrétienne aux élections de 1948. Ainsi, les trois grandes formations italiennes se sont-elles alignées sur l'un des deux pôles qui aimantait l'Europe pendant la guerre froide et elles ont renoncé implicitement à faire de l'Italie un acteur à part entière sur la scène internationale.

Enfin, en Allemagne, les partis politiques se sont heurtés à des difficultés particulières du fait de la division du pays en zones d'occupation et de la tutelle exercée par les alliés. La question fondamentale pour la Social-démocratie était celle de l'unité nationale et la réponse était conditionnée par l'évolution des relations Est-Ouest. Kurt Schumacher plaidait pour le maintien de l'unité, mais les méthodes appliquées par les Soviétiques dans leur zone et la création en 1946 du parti socialiste unifié (SED) par la fusion du SPD et du KPD ne reçurent pas son aval. En juillet 1947, le SED se rangeait aux côtés de l'URSS dans la querelle entre les deux mondes et dénonçait les complaisances de la social-démocratie à l'égard du « capitalisme de monopole » et de « l'impérialisme américain ». Dès lors, la rupture était consommée et la gauche non-communiste dut s'accommoder de la division du pays et de l'intégration de la RFA dans la communauté occidentale dont le principal artisan fut Konrad Adenauer. Quelles qu'aient pu être leurs préventions à l'égard d'une politique tendant à créer un Etat allemand séparé, le système communiste qui s'établissait en RDA leur déplaisait encore davantage et ils furent condamnés à pratiquer longtemps une opposition stérile.

Comment les pays européens parviendraient-ils dans ces conditions à rétablir leurs positions antérieures? Partout le facteur économique a été perçu comme un élément déterminant de la restauration nationale, sinon de la reconstitution de la puissance et l'aide Marshall a joué à cet égard un rôle majeur. Toutefois, la France et l'Angleterre se sont ingéniées à réduire leur dépendance par rapport aux Etats-Unis et à préserver leur liberté d'action dans la définition des priorités de la modernisation et l'affectation des crédits obtenus. L'Italie a procédé à une restructuration complète de son appareil économique et a rompu avec les conceptions autarciques du fascisme pour s'ouvrir au monde extérieur. Enfin, l'intégration de l'Allemagne dans le système économique mondial fut considérée par les Américains comme la condition sine qua non du retour à la prospérité et un moyen de contenir le communisme. Comme les Etats-Unis privilégiaient le modèle du libéralisme, ils ne voyaient pas d'un bon œil la socialisation de la Ruhr qui avait la faveur du parti travailliste. En définitive, c'est le point de vue de Washington qui l'emporta et on ne manquera pas de relever la similitude des situations au lendemain des deux guerres mondiales. En 1947-48, tout comme dans les années 20, l'impératif du développement économique de l'Allemagne l'a emporté sur les considérations de sécurité que faisait valoir la France. Il est vrai qu'elle obtint cette fois-ci des compensations

en échange de l'abandon des réparations dues par l'Allemagne et que l'alliance atlantique offrait des garanties plus solides que le système de la SDN.

Au plan militaire, toutes les prévisions occidentales sur les capacités soviétiques étaient marquées au coin du pessimisme et, en France et en Grande-Bretagne, on ne négligeait pas le facteur allemand comme un élément additionnel d'insécurité. Toutefois, on estimait que l'armée rouge ne serait pas en mesure de l'emporter sur les forces occidentales avant le milieu des années 50 et que l'URSS hésiterait à se lancer dans une telle aventure, car son économie était trop fragile pour soutenir un effort de guerre prolongé.

En France, les moyens dont on disposait en 1945 pour défendre le pays contre une attaque armée et intervenir sur des théâtres extérieurs étaient dérisoires et pour atteindre les buts fixés par le général de Gaulle à l'époque du gouvernement provisoire de la République (1944-1946), les ressources financières faisaient cruellement défaut. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les forces françaises étaient entièrement dépendantes des Etats-Unis pour leur équipement et la protection de l'espace aérien ne pouvait pas être assurée sans le concours des alliés. Pour remédier aux carences diagnostiquées, deux écoles s'affrontaient. Les uns considéraient qu'il fallait investir dans le secteur des armements et encourager l'innovation scientifique et technique afin de pouvoir équiper les forces de matériels modernes. Les autres privilégiaient la défense de l'Empire et étaient enclins à voir dans les guerres coloniales une forme de la confrontation Est-Ouest. A leurs yeux, la France se battait au nom de l'Occident en Indochine et sa présence en Algérie empêchait le contournement du système atlantique par le Sud; elle était donc en droit d'attendre une aide substantielle des Etats-Unis. En outre, pour relever le défi lancé par le communisme, il fallait définir de nouveaux modes de combat et tenir compte des méthodes de l'adversaire pour gagner la population à sa cause. Ces deux voies ont été empruntées sous la IV<sup>e</sup> République; l'une a débouché sur la mise au point de l'arme atomique et sur la reconstitution d'une industrie d'armement dont la vocation exportatrice s'est affirmée dans les années 60; l'autre a connu un épilogue tragique en Algérie où la décolonisation a été marquée par l'abandon d'une politique d'intégration à laquelle s'était ralliée une partie de la population musulmane et par les activités terroristes de certains officiers agissant sous le couvert d'une Organisation de l'Armée Secrète (OAS).

En Allemagne, il n'était pas question de reconstituer un état major national et de mettre sur pied des forces armées autonomes, puisque cette éventualité avait été écartée par les vainqueurs. Toutefois, on relève que très tôt, des officiers allemands ont prêté leur concours aux Américains pour évaluer les forces soviétiques et que leur expérience du front de l'Est a été prise en compte pour l'élaboration des plans opérationnels de l'OTAN. Ainsi a-t-on privilégié les postures fondées sur l'utilisation des forces blindées et mécanisées et organisé la défense la plus à l'Est possible pour épargner à l'Allemagne les ravages de la guerre. A l'ouest, la majorité des officiers de la Wehrmacht se défiaient de l'URSS et avaient rompu avec l'esprit de Rapallo, auquel les officiers de la Reichswehr au contraire avaient été sensibles, puisqu'il leur permettait de tourner les clauses militaires du traité de Versailles. Désormais, c'est l'anticommunisme qui prévaut dans le corps des officiers et les conditions psychologiques de leur participation à la défense de l'Occident sont réunies bien avant que la question du réarmement allemand ne soit ouvertement posée.

Outre les mesures prises par les Etats européens dans le domaine économique et militaire, il convient de signaler les actions de propagande menées par les gouvernements pour faire prévaloir leurs thèses et consolider leurs positions sur la scène internationale. A cet égard, on trouvera dans cet ouvrage des développements pertinents sur le service d'information central du Foreign Office, dont la fonction principale était convaincre les Américains que le Royaume-Uni avait opté pour l'Europe puisque telle était la condition de l'octroi de l'aide Marshall. Or, le cabinet britannique suivait d'autres inspirations et en définitive l'Angleterre prit ses distances par rapport à la construction politique de l'Europe

dès lors qu'elle eut obtenu des Etats-Unis ce qu'elle en attendait. Il en est résulté des frustrations et des malentendus dans les relations anglo-américaines.

Mais l'image qu'on se faisait de l'Europe se reflétait également dans les productions intellectuelles et artistiques et était diffusée par les moyens de communication sociale. Les études consacrées aux cas français, italien et allemand soulignent la persistance d'une volonté d'affirmer l'identité nationale dans un monde bipolaire et de ne pas s'accommoder de la division du continent en sphères d'influence. Ces thèses s'affirment avec une vigueur particulière en France, mais elles sont également au cœur des controverses intellectuelles en Italie et en Allemagne de l'Ouest. Partout, la formation des blocs suscite des réactions négatives et même après la signature du Pacte atlantique, on nourrit l'espoir que l'Europe pourrait reconstituer sa substance derrière ce rempart et devenir une »troisième force« entre l'Est et l'Ouest. Mais cette vision idéaliste des relations internationales s'est brisée sur les réalités de la guerre froide et, à partir de 1949, il faudra céder à la »force des choses« et s'ajuster à la division de l'Europe en deux camps. Pour la gauche non-communiste, le choix de l'Occident s'imposait à l'évidence et seuls quelques uns céderont à la tentation du neutralisme.

Les communications présentées au colloque d'Augsbourg nous éclairent sur la manière dont quatre pays européens ont envisagé leur réinsertion dans le concert des nations au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dépendants des Etats-Unis pour leur sécurité et incapables de se relever économiquement sans aide extérieure, ils avaient perdu les attributs de la puissance telle que la définissait Max Weber: la possibilité d'imposer sa volonté à l'autre, de défendre ses intérêts dans le monde et d'agir avec une certaine indépendance sur la scène internationale. Mais, les auteurs de ce livre se préoccupent moins d'analyser les réalités de la puissance que l'image qu'on s'en fait et c'est à ce plan qu'il faut juger leur apport à la science historique. Certes, leur démarche est essentiellement empirique et ils ne se réfèrent pas à une théorie des images analogue à celle élaborée jadis par le professeur Robert Jervis, de l'Université Harvard. Aussi, ne peut-on que souscrire aux recommandations formulées par le professeur WENDT en ce qui concerne le développement de la recherche interdisciplinaire et la définition d'un cadre plus rigoureux pour l'analyse des problèmes de la puissance pendant la période 1955–1960.

En dépit de ces réserves, il convient de saluer un livre qui témoigne de la vitalité de la recherche historique en Europe et rend parfaitement compte des dilemmes dans lesquels se trouvaient les pays européens après que les illusions d'une »troisième force« entre l'Est et l'Ouest et d'une »troisième voie« entre le capitalisme américain et le communisme soviétique se furent dissipés. Ils jouèrent la carte des Etats-Unis pour se prémunir contre la menace de l'URSS et s'intégrèrent dans un ordre économique fondé sur le libre-échange et l'abaissement des barrières protectionnistes. En agissant de la sorte, ils ne renonçaient pas à promouvoir leurs intérêts nationaux. Bien plus, en Allemagne occidentale, la reconstitution du potentiel économique a permis à la RFA de recouvrer sa souveraineté et de regagner une liberté d'action dont elle a usé, aussi bien dans les conseils européens et atlantiques que vis-à-vis de l'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale. Il conviendrait donc que les historiens prêtent une attention particulière à la question allemande dans leur réflexion sur la »puissance en Europe« et il est probable que le troisième colloque qui s'est tenu à Florence en 1987 lui a accordé la place qu'elle mérite.

Jean KLEIN, Paris

Franz KNIPPING, Jacques LE RIDER, Karl J. MAYER (Hg.), Frankreichs Kulturpolitik in Deutschland, 1945–1950. Ein Tübinger Symposium, 19. und 20. September 1985, Tübingen (Attempto Verlag) 1987, X–424 S. – Jérôme VAILLANT (Hg.), Französische Kulturpolitik in Deutschland 1945–1950. Berichte und Dokumente, Konstanz (Universitätsverlag) 1984, 205 S.

Der Übergang von der nationalsozialistischen Herrschaft in Deutschland zur Errichtung einer parlamentarischen Demokratie in den drei Westzonen, zeitlich und inhaltlich vermittelt durch